

TRANSPORTS. La ligne 18 confirmée dans sa totalité pour 2030 dans les Yvelines

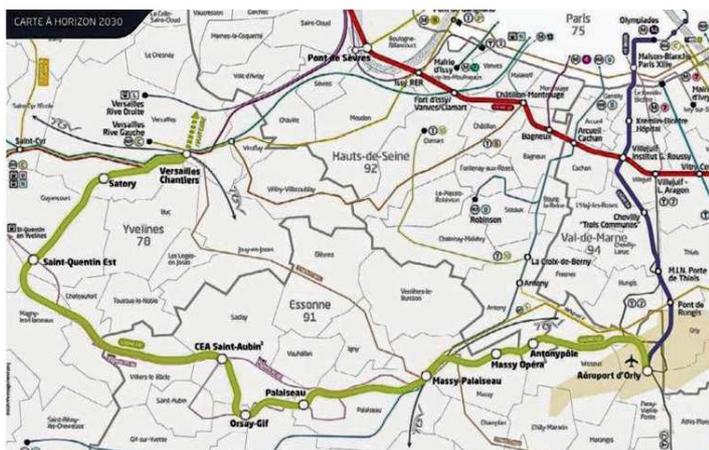
Le Premier ministre, Edouard Philippe, a confirmé que la ligne 18 du Grand Paris Express serait réalisée en totalité. Elle arrivera dans les Yvelines en 2030, comme prévu initialement.

Pas en avance, pour les Jeux Olympiques de 2024 par exemple, mais pas en retard non plus. La ligne 18 du Grand Paris Express arrivera dans les Yvelines en 2030, comme le projet initial le prévoyait.

C'est ce qu'a annoncé le Premier ministre, Edouard Philippe, lors d'une conférence de presse dont l'objet était de dévoiler le nouveau calendrier de ce chantier titanesque.

Depuis des mois en effet, le gouvernement laissait entendre que tout le projet du Grand Paris Express ne pourrait peut-être pas se faire ou en tout cas pas dans les délais prévus au départ. En cause, la sous-estimation de ce chantier de 200 kilomètres de ligne, le budget étant passé de 19 à plus de 35 milliards d'euros.

C'est donc désormais officiel : Versailles Chantiers sera relié à Orly par la ligne 18 en 2030. Si cette partie n'a pas pris de retard, c'est sur le plateau de Saclay que les choses ont été revues. Le métro y arrivera en



Le plan de la ligne 18, reliant Orly à Versailles Chantiers.

2027 et non en 2023 comme initialement prévu.

Dans les Yvelines, beaucoup d'élus s'étaient aussi mobilisés pour que la ligne 18 arrive dès 2024, pour permettre de des-

servir les sites accueillant des épreuves olympiques. Ce ne sera pas le cas. « Nous espérons une accélération, confirme François de Mazières, maire de Versailles et président de la com-

munauté d'agglomération de Versailles Grand Parc. **Maintenant, pour nous, l'important est de commencer les travaux très vite.** »

Car une fois les travaux com-

mencés, aucun retour en arrière ne sera plus possible. Elisabeth Borne, la ministre des Transports, a d'ailleurs indiqué que les travaux concernant la ligne 18 débuteraient dès 2018.

Transports en sites propres à l'étude

Pour les députés de la majorité qui se sont mobilisés depuis plusieurs mois pour que la ligne 18 soit confirmée, l'annonce d'Edouard Philippe est donc un soulagement. Ils estiment aussi que ce calendrier ne ferme pas la porte à un passage en souterrain du métro sur le Plateau de Saclay, réclamé par nombre d'associations environnementales mais aussi des communes comme Châteaufort et Magny-les-Hameaux.

« Le raccordement Orly-Saclay se fera dès 2027 et Saclay-Versailles dès 2030, résume dans un communiqué les députés LREM des Yvelines Didier Baichère, Jean-Noël Barrot, Nadia Hai, Aurora Bergé et Béatrice

Piron. Ce calendrier ouvre la possibilité d'un passage en sous-terrain dans les Yvelines. Des solutions de transports en sites propres sont à l'étude et devront être trouvées pour le raccordement de Saint-Quentin-en-Yvelines et de Versailles avant l'échéance. Nous attendons l'engagement de la Région. »

Reste à trouver les financements manquant pour la réalisation du Grand Paris Express. C'est la mission de Gilles Carrez (député LR), ancien président de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Cela pourrait par exemple passer par l'augmentation de la taxe locale sur les bureaux ou la création d'autres taxes, sur le tourisme par exemple. Le député doit faire des propositions au gouvernement qui arbitrera une fois de plus.

F. C.

Les élus dénoncent un « scandale d'Etat »

La réaction des départements de la petite et de la grande couronne ne s'est pas fait attendre : « Cette décision unilatérale du gouvernement est la conséquence d'une vision parisiano-centrée et d'une absence totale de concertation ».

Ils sont plusieurs élus, des présidents de la grande et de la petite couronne, qui guerrirent depuis des mois sur le Grand Paris à avoir réagi à l'annonce du Premier ministre et de son nouveau calendrier sur le supermétro appelé Grand Paris Express.

« Il ne tient aucunement compte de l'avis exprimé par les départements et les collectivités de petite et de grande couronne », ont indiqué dans un communiqué plusieurs signataires* dont le président des Yvelines, Pierre Bédier, ou encore Patrick Devejdjian celui des Hauts-de-Seine.

« Cette décision unilatérale du gouvernement est la conséquence d'une vision parisiano-centrée et d'une absence totale de concertation », ont-ils attaqué, voyant ici « un absolu mépris du Premier Ministre pour la voix des élus et les habitants de petite et



Les élus des départements de la grande et de la petite couronne, lors d'une réunion publique. © Nicolas DUPREY/CD 78

grande couronne ».

Selon eux, « Le gouvernement évoque des problèmes techniques et financiers infondés dont les élus n'ont pu juger le fondement n'ayant pas eu le droit de disposer de documents solides durant la prétendue concertation qui ne fût en réalité qu'un simulacre », soulignant une « absence d'écoute ».

Ils indiquent, par ailleurs, que la Cour des comptes avait alerté avec insistance sur le fait que « les élus membres du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris étaient intentionnellement privés des informations qui auraient dû leur permettre d'exercer leur

rôle de contrôle et de proposition, comme le prévoit l'article 8 du 7 juillet 2010 ».

Des économies ?

Les élus n'entendent pas que « le gouvernement puisse engager un plan d'économies de grande ampleur sur le projet lui-même », évoquant « des économies faites au détriment des populations, en supprimant des éléments fonctionnels du métro ou en dégradant les conditions d'exécution du chantier [...] »

Ils contestent ainsi « la validité du budget de la Société du Grand Paris dont l'absence de gouvernance en a fait un bateau ivre ».

Les collectivités territoriales rappellent pour leur part Edouard Philippe que « les Franciliens contribuaient massivement au financement de la Société du Grand Paris, notamment par la taxe spéciale d'équipement (taxe d'habitation et taxe foncière). Elles rappellent également que c'est par manque de financement de l'Etat que le calendrier initial n'a pas été tenu ».

Avant de conclure : « Le Grand Paris Express doit désenclaver des territoires, accroître l'offre de logements et d'emploi en Ile-de-France, faciliter le quotidien des Franciliens. Ces annonces ne font que confirmer l'absence de vision stratégique de ce gouvernement. »

M. S.

*Valérie Pécresse, la présidente de la région Ile-de-France, Jean-Jacques Barbaux, Président de Seine-et-Marne, Pierre Bédier, Président des Yvelines, François Duroray, Président de l'Essonne, Patrick Devejdjian, Président des Hauts-de-Seine, Stéphane Troussel, Président de Seine-Saint-Denis, Christian Favier, Président du Val-de-Marne, Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Val d'Oise.

EDDIE AÏT : « UN CACHE-SEXE »

Eddie Aït (PRG) dénonce « une décision qui méprise les Franciliens et nuit à l'attractivité de la Région ». L'annonce par Edouard Philippe et Elisabeth Borne d'un report de la livraison de plusieurs lignes du Grand Paris Express « choque et déçoit », selon le président (PRG) du Groupe RCDEC au conseil régional d'Ile-de-France. « L'ouverture des nouvelles lignes en tronçons, et non dans leur intégralité, nuira à leur efficacité et à l'attractivité de la Région. »

Il poursuit : « Les Franciliens sont aujourd'hui les Français subissant les plus longs délais de transports par jour. Leurs impôts, et les entreprises dans lesquelles ils travaillent, financent les travaux du Grand Paris Express. L'argument gouvernemental de difficultés techniques justifiant les retards nous paraît être un cache-sexe de l'absence de volonté politique sur ce sujet, pourtant prioritaire pour l'économie francilienne. [...] Le report de la Ligne 18, essentielle pour le développement du sud de l'Ile-de-France, à l'horizon 2027-2030, nous interpelle. » Et de conclure : « Comment espérer que le plateau de Saclay devienne un pôle scientifique majeur, que les territoires se désenclavent, avec un calendrier aussi lointain et des chantiers qui avancent si lentement ? »

Le MoDem salut la décision

Les élus du Groupe MoDem a contrario saluent la décision du gouvernement de réaliser « l'intégralité du projet du Grand Paris Express, malgré la révision récente par la Cour des comptes des coûts de construction de 19 à 35 milliards d'euros. Le groupe centriste rappelle qu'Edouard Philippe a conduit une consultation large des acteurs locaux et a compris que ce projet était essentiel pour répondre à la souffrance quotidienne vécue par les usagers dans les transports. Les Franciliens ont désormais un calendrier réaliste avec des échéances claires », a réagi Yann Wehring, président du Groupe MoDem au conseil régional d'Ile-de-France.

Le groupe MoDem salue enfin « la maîtrise des dépenses en demandant une baisse de 10 % des coûts prévisionnels alors que ce chantier, le plus grand d'Europe, va largement bénéficier aux entreprises françaises du BTP. »

M.S.